

>>> Leçons du Japon et de la Corée qui ont prouvé que la désindustrialisation n'est pas une fatalité



L'industrie, TOUJOURS l'industrie

La crise a remis au premier plan les risques de désindustrialisation en France, notamment à la suite des fermetures d'usines qui se sont multipliées depuis 2008.

En fait, cette tendance n'est pas nouvelle, comme le rappelle Lilas Demmou, dans l'étude publiée par le MINEFI, dont on a beaucoup parlé cet été : entre 1980 et 2007, l'industrie a perdu 36 % de ses effectifs, soit 1,9 million d'emplois ou encore 71 000 par an ! Quant au poids de l'industrie dans le PIB en valeur, il est passé de 24 % à 14 % sur la même période. Le moins que l'on puisse dire est que la situation française est assez inquiétante. Pour le dire autrement, le fameux rapport Beffa, qui, en 2005, prônait une nouvelle ambition industrielle, semble être resté lettre morte.

Pour expliquer cette évolution, on met souvent en avant l'impact de la concurrence étrangère dans un contexte de mondialisation, qui se manifeste par des délocalisations. Or Lilas Demmou montre que cet impact est limité et qu'il explique seulement entre 15% et 30% des évolutions observées.

Elle met en avant deux autres facteurs dont le poids cumulé est bien plus important : la déformation de la structure de la demande au cours du temps (qui explique au moins 30% de l'évolution) et l'externalisation de certaines tâches de l'industrie vers le secteur des services (au moins 25%).

Bien sûr, la France n'est pas le seul pays à faire l'expérience douloureuse de la désindustrialisation. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont connu une évolution encore plus marquée ces dernières années, tandis que l'Allemagne fait un peu mieux. Ainsi, suivant les données de l'OCDE de 2008, l'industrie manufacturière représente 12,3% de l'emploi total en France contre 9,5% au Royaume-Uni, 11,3% aux États-Unis et 19% en Allemagne. Quant au Japon et à la Corée du Sud, ils sont tous deux, a priori, encore plus concernés que les pays européens par la concurrence chinoise et les risques de délocalisation massive. De fait, apparemment, la situation n'est pas très différente, si l'on s'en tient aux données agrégées. Certes, la part des industries manufacturières dans l'emploi total de ces deux pays est plus élevée qu'en France (mais moins élevée qu'en

Allemagne) : 17,1% au Japon et 16,3% en Corée du Sud. Cependant, on observe un même processus de déclin de la part des industries manufacturières dans l'économie, tant du point de vue de l'emploi que de la valeur ajoutée.

Des réactions différentes

En fait, ces données agrégées sont certes utiles mais donnent une impression trompeuse de la réalité. Le Japon et la Corée du Sud connaissent des tendances similaires à celle de la France (externalisation vers les services, déformation de la structure de la demande et effet de la concurrence étrangère), mais ils y réagissent de façon différente. Ainsi les pouvoirs publics dans les deux pays ont une véritable ambition industrielle et n'ont pas peur de s'en donner les moyens. Ainsi la politique d'innovation n'est rien d'autre qu'une nouvelle forme de politique industrielle, qui définit des secteurs technologiques prioritaires et leur accorde une contrepartie budgétaire. Au Japon, les différents plans cadres sur la science et la technologie ont ainsi conduit à privilégier des domaines tels que les nanotechnologies, les biotechnologies, ou les technologies de l'environnement. En

INDUSTRIE

une baisse certaine des emplois industriels

Japon et Corée du Sud maintiennent une industrie manufacturière hors pair, mais dans les deux pays l'emploi manufacturier recule selon l'OCDE : -27% au Japon depuis son plus-haut en 1992, -13% en Corée du Sud depuis son plus-haut en 1989.

進歩



Part des industries
manufacturières
dans l'emploi total:
17,1% Japon
16,3% Corée du Sud

진보



* Progrès

Corée du Sud, les actions sont peut-être moins visibles mais tout à fait réelles, par exemple dans le domaine de la croissance verte. Dans les deux cas, la principale action du gouvernement n'est pas d'empêcher les délocalisations mais d'accompagner leurs effets négatifs sur le tissu social tout en favorisant la circulation de l'information sur les évolutions technologiques et de la demande. De plus, la priorité est non pas de soutenir les startups, sur le modèle illusoire de la Silicon Valley, mais de renforcer ce qui constitue le cœur de la capacité d'innovation dans le secteur manufacturier, les grandes (voire les très grandes) entreprises.

Du côté de ces dernières, on observe deux grandes tendances au Japon du point de vue de leurs activités internationales, indépendamment de la politique gouvernementale. D'une part, elles investissent de plus en plus à l'étranger, mais

cela ne se fait pas au détriment de l'innovation, essentiellement domestique, comme l'a montré une étude récente. Par ailleurs, les entreprises japonaises ont mis en place à l'échelle de l'Asie, notamment dans le secteur de l'électronique, une stratégie de fragmentation de la production : autrement dit, des entreprises comme Hitachi, Toshiba ou Canon certes délocalisent une partie de leur production en Asie, mais elles le font en recréant l'équivalent d'un réseau de sous-traitance à l'échelle asiatique avec comme centre nerveux le Japon. On le voit, les effets de ces deux tendances ont potentiellement un impact plus modéré sur l'emploi industriel domestique que les stratégies des entreprises françaises caractérisées par un arbitrage entre innovation et exportation, et des politiques de délocalisation moins sophistiquées. Quant aux entreprises coréennes, des

entreprises comme Samsung ou LG ont certes développé un réseau de production en Asie, mais de façon moindre que les entreprises japonaises.

L'art du design

Ce qui est remarquable, c'est la décision stratégique de SK d'investir massivement en Chine, mais de façon très ciblée, dans le secteur des télécommunications. Dans ce domaine, SK n'a pas hésité à transférer des cadres d'un niveau très élevé en Chine, tandis que dans d'autres domaines, il se montre beaucoup plus prudent. Il n'y a donc pas de solution miracle dans la gestion des relations industrielles avec la Chine, mais la définition d'une vision stratégique prenant en compte les données du marché du chinois mais aussi les capacités de l'entreprise est essentielle. Reste à comprendre l'origine de ces différences avec des pays européens comme la France. Ici aussi, les idées en provenance de ces deux pays nous aident à repenser le processus de désindustrialisation. Par exemple, le professeur Fujimoto, de l'Université de Tokyo, propose le concept d'avantage comparatif reposant non pas sur des indices de compétitivité prix ou de productivité mais sur la qualité du design des produits. Dans cette perspective, le cœur du *monozukuri* (ou du manufacturier, si l'on veut une traduction approximative du terme japonais) ne réside pas dans l'art proprement dit de la production d'objets matériels mais dans la conception de designs, qui intègrent un certain nombre d'exigences telles que l'efficacité, la beauté ou le respect de l'environnement.

C'est pour essayer de tirer des leçons des expériences japonaise et coréenne en matière de dynamique industrielle que la Fondation France Japon de l'EHESS a lancé un programme de recherche soutenu par Toshiba et Air Liquide et intitulé : « La désindustrialisation est-elle une fatalité ? Leçons du Japon et de la Corée. » C'est pourquoi également nous proposons un enseignement intitulé « Dynamiques industrielles au Japon et en Corée » dans le cadre de la formation de Master Politiques publiques et développement (PPD) de l'Ecole d'Economie de Paris, en espérant contribuer au débat public. **Sébastien Lechevalier** est maître de conférences à l'EHESS et Président de la Fondation – France Japon de l'EHESS.

Yonghyup Oh est chercheur au CEPS (Bruxelles) et chercheur associé de la Fondation – France Japon de l'EHESS